

Le 5 à 7 du 4 février 2009

Le monde agricole est-il le levier d'avenir de la ville durable ?

Conférence-débat avec **Jean VIARD**, animée par **Ariella Masboungi**, responsable des ateliers Projet Urbain à la DGALN, avec la contribution de **François Delarue**, directeur général de l'AFTRP.

Ariella Masboungi

C'est une satisfaction de voir que vous avez répondu très nombreux à cette invitation pour ce 5 à 7, très décalé par rapport à nos approches urbaines habituelles, où nous accueillons Jean Viard et François Delarue.

Jean Viard qui se présente comme sociologue est au départ économiste. Directeur de recherches au CNRS et au Centre d'Etudes Politiques de Sciences Po, éditeur aux Editions de l'Aube, il a investi de nombreux domaines de réflexion dont celui, de très longue date et très concrètement, de l'agriculture puisqu'il est aussi éleveur.

Les temps sociaux, les 35 heures, les vacances ont fait connaître ses réflexions ; ancien président des groupes de prospective de la Datar sur le tourisme il a aussi investi les politiques de l'espace et fait du conseil pour les collectivités locales.

Auteur très fécond, il a écrit Au bonheur des campagnes avec Bertrand Hervieu, Eloge de la mobilité, L'Archipel paysan et ce petit ouvrage, rapide à lire Lettre aux paysans (et à autres) sur le monde durable qui a reçu un accueil très enthousiaste après du monde agricole que

Jean Viard bouscule et provoque en lui proposant de prendre le pouvoir et d'élaborer un pacte avec la ville.

Jean Viard qui n'est jamais éloigné des préoccupations des aménageurs aurait pu en faire partie puisqu'il avait été pressenti pour présider Euroméditerranée et qu'il préside la commission Centre-ville tout en étant vice président de la Communauté Urbaine de l'agglomération marseillaise.

Il nous fait un vrai cadeau en répondant à notre invitation sachant qu'il s'exprime désormais régulièrement à la télévision, et un peu partout, tribun très écouté.

François Delarue, haut fonctionnaire, X-Ponts, directeur de cabinet du Ministre de l'Équipement, aménageur lui-même en DDE, ancien directeur de la DGUHC actuellement directeur général actuel de l'AFTRP aura l'occasion de commenter l'intervention de Jean Viard et de nous montrer pourquoi l'agriculture constitue un domaine de grande importance pour l'avenir des villes.

Ce sujet intéresse aussi le Club ville-Aménagement où nous animons avec Eric Bérard de la Serm-Montpellier et Alain Garres de la Sem Constellation-Toulouse un groupe de réflexion sur les grands territoires. Nous y avons le souci d'appréhender la grande échelle qui est celle de la ville d'aujourd'hui et de conférer des qualités à ces territoires oubliés de l'aménagement qui ne sont ni du vide ni une variable d'ajustement. Nous y analysons ces expériences phares que sont le Triangle Vert au sud de Paris, l'agglomération lyonnaise, les villes de l'Europe du Nord, plus mobilisée que les nôtres, comme Breda, Helsinki.

Laissons maintenant la parole à Jean Viard qui va nous expliquer pourquoi nous nous trouvons à un moment historique où il convient de conjuguer les enjeux liés à la double crise économique et à la raréfaction des terres agricoles.

Jean Viard.

Sensible à cette présentation un peu trop flatteuse je voudrais d'abord me présenter comme un « baba-cool » venu s'installer à la campagne en Provence dans les années 70 ; même si j'y habite toujours et que j'ai un tracteur le monde agricole est resté longtemps sans m'écouter.

Avec l'âge sont venues des complicités, je peux maintenant parler tracteur, taille de la vigne, asperges et phytosanitaire. Hier j'étais ainsi invité au congrès des Chambres d'agriculture où j'ai pu donner mon point de vue sur les transformations du monde agricole.

Initialement les deux fils de ma recherche étaient l'arrivée des résidences secondaires à la campagne et les nouveaux enjeux agricoles selon la perception que je pouvais en avoir de là où j'étais.

Notre premier livre avec Michel Marié était ainsi « La campagne inventée » qui est aussi le premier titre d'Actes Sud où je suis devenu éditeur – 1400 titres- tout en créant les Editions de l'Aube, ce qui me fait deux métiers, chercheur et chef d'entreprise.

Elève d'Edgar Morin avec lequel j'ai fait ma thèse, je suis venu à la recherche par son monde de référence et je reste très « morinien » par ma vision sociale extrêmement positive : on vit le moment de la réunification de l'humanité car la terre est entièrement conquise par l'homme, les problèmes d'extérieurs spatiaux s'effacent et les problèmes de hiérarchisation des cultures se réorganisent – exemple de l'élection d'Obama - . Il n'y a plus d'espace à conquérir dans les siècles à venir mais du temps à conquérir.

On a ainsi gagné 25 ans d'expérience de vie en quelques générations et on continue à en gagner 3 heures par jour ; on fait 6000 fois l'amour dans sa vie contre 1500 fois dans les années 1914 ; on est obsédé par le long terme des civilisations, le droit des enfants à naître : plus rien de commun avec l'époque de Jules Ferry et des conquêtes coloniales. Mais dans la société que je décris on est fondamentalement en crise de récit. Ce que la société perçoit c'est tout ce qu'elle a perdu : les frontières des territoires, l'identité nationale. C'est la société du bonheur privé et du malheur public : si une minorité de la société affirme qu'elle est malheureuse, la majorité au contraire affirme à 80% qu'elle est heureuse.

Ce malheur public conduit les politiques à vouloir reconstruire du lien social alors que pour moi ce lien social n'a pas disparu mais s'est privatisé : en témoigne l'indicateur que j'ai donné sur le temps amoureux ou encore l'indicateur du temps urbain consacré à 88% consacré au non- travail, ou encore les distances quotidiennes moyennes parcourues – 13 à 14 sur les 45 kilomètres quotidiens servent à aller travailler.

Contrairement aux politiques qui ne cessent de parler de travail il serait nécessaire de faire apparaître une société du lien privé, du relationnel et du temps de non travail. Nous vivons 700.000heures – c'est un de mes chiffres fétiches -, nos grands parents vivaient 500.000 heures et nos enfants vivront 800.000 heures. Nous travaillons 63.000 heures et regardons la télévision 100.000 heures. Ces chiffres énormes mais qui ne disent rien des crises, des ruptures et des souffrances sont toujours les fondamentaux que j'utilise pour terminer ma présentation.

En résumé : croissance de l'expérience de vie, multiplicité des pratiques sociales, allongement du temps passé avec nos enfants ; la question du développement durable et de l'agriculture à venir se posent dans ces mouvements mêmes de nos sociétés et il nous faut

examiner ce qui est mis au centre du discours collectif et le comparer à ce que disent ces indicateurs.

Pour nous centrer sur l'agriculture : « le faire-pousser » est en train d'inverser notre rapport avec le fossile alors que l'énergie avait précédemment poussé le faire-pousser dans l'archaïsme; le vivant est en train de reprendre la main : question centrale qui va nous proposer une nouvelle hiérarchisation des lieux, des métiers, des fonctions car le faire-pousser va du pot de fleurs cultivé en ville à la grande exploitation.

Autre rapport à inverser : donner un horizon positif en apportant le récit de la transformation qu'on est en train de vivre; contre la panne depuis 25 ans de l'idéologie du progrès - espoir que nos enfants vivront mieux que nous - il faut redonner un horizon à nos sociétés car si on ne partage plus un futur on ne partage plus de solidarité et la société se délite. Face à la crise actuelle qui est un phénomène de masse l'éclairage de l'horizon est un élément de sortie de crise.

Après avoir tracé ce cadre d'ensemble je voudrais vous proposer une dizaine d'idées qui nous recentre sur l'agriculture et les questions que vous vous posez.

1ere idée : il nous faut d'abord abandonner l'idée que l'agriculture est un problème.

Depuis 25 ans l'agriculture est synonyme de quoi ? De coût de la politique agricole commune, de vache folle, de pollution de la nappe. Résultat paradoxal dans un monde qui se reproduit sur place : l'agriculteur est celui qui désire le moins que ses enfants soient paysans alors même qu'il est le rare français – à plus de 60 % - à pouvoir lire le nom de ses ascendants sur le monument aux morts de sa commune. Paradoxe encore car l'agriculteur est celui qui laboure un terrain dans lequel il est culturellement enraciné : raison pour laquelle il est très décalé, à la fois très moderne au plan technique mais très archaïque culturellement, voire politiquement.

Dans ce contexte comment passer de l'agriculture- problème à l'agriculture-solution ? En s'appuyant sur l'idée que l'agriculture porte en elle une partie des réponses aux questions que se posent nos sociétés sur le développement durable, sur le faire-pousser, sur l'idée qu'il y a une solution pour que le futur de la planète soit habitable. Mais les agriculteurs ne sont pas encore les porte-paroles de ce changement, habitués qu'ils sont à la défense de leurs intérêts immédiats et chouchoutés par les politiques.

2ème idée : les questions agricoles ne sont évidemment pas l'apanage des agriculteurs mais constituent des questions de société, de quête identitaire, d'alimentation de la population mondiale dans le contexte du réchauffement climatique.

Comment nourrir 9 milliards d'humains ? Dans le passé on a pu penser que c'était une mission impossible mais si l'on met de côté les famines dues aux guerres la planète peut nourrir la planète car elle en a la capacité de production même si des changements risquent d'affecter les grands pays producteurs.

Mais l'agriculture à venir est tiraillée entre deux questions : celle de l'alimentation des 9 milliards d'humains et celle de la proximité comme équivalent de la sécurité ; question qui a été constituée récemment sur le modèle du produit issu d'un terroir, donc pas dangereux contrairement à celui qui n'a pas de terroir. Mais la crise de la vache folle a eu un autre effet de type paradoxal: elle a amené la société à penser qu'il n'y avait aucune inquiétude alimentaire, aucune pénurie n'ayant été générée par cette crise.

3ème idée : l'objectif de penser à la fois l'alimentation des 9 milliards et l'agriculture de proximité est l'enjeu essentiel de nos sociétés.

Comment densifier le local et accepter le mondial en même temps ? On ne peut se limiter au local – produire ce qui nous suffit – car nous aurons en charge de nourrir l'Afrique et le bassin méditerranéen en blé dans la décennie à venir – ou ils reçoivent notre blé ou ils viennent chez nous -.

Choix politique à faire et réflexion à entreprendre sur l'articulation entre micro-marchés et méga-marchés : comment enrichir le local en terme d'emploi face au mondial sans retourner à un « local-réserve d'Indiens » ? Les réflexions d'un chercheur Michel Griffon que je vais éditer constituent des pistes intéressantes pour penser cette articulation dans un débat ouvert contrairement au débat actuel – ou plutôt à son absence – entre OGM et agriculture biologique.

4ème idée : le modèle français qui appuie le système politique, la République, sur l'agriculture est totalement original.

Partout ailleurs les systèmes politiques se sont extraits des systèmes agraires où les meilleures terres ont été colonisées en négligeant les autres. Le modèle politique français

est fondé lui sur deux pactes avec le monde agricole qui a été appelé deux fois à la rescousse de notre modernité. D'abord en 1870, après Sedan et la Commune de Paris a été construit le modèle du paysan, chef de famille, conseiller municipal et soldat; c'est le modèle de la circonscription, des 36.000 communes, du Sénat, de l'importance de l'élu local qui a enraciné la République -- de Marianne et la gerbe de blé jusqu'au président Chirac - .

C'est là notre mythe commun : des agriculteurs nombreux, démocrates, réunis autour de l'école, portant les valeurs républicaines qu'ils symbolisent empêchent le prolétariat ouvrier de prendre le pouvoir. Ce pacte s'est terminé avec les chemises vertes et Pétain – « la terre, elle, ne ment pas ».

Le second pacte est celui proposé par Pisani. Après la fin des conquêtes coloniales et des difficultés d'approvisionnement alimentaire Pisani s'est adressé ainsi au monde paysan : « Vous allez être le pétrole vert de la France » pour lui confier une mission de défense de la nature parallèle à la politique du nucléaire. Nourrir les hommes et les protéger par le nucléaire : tel a été le modèle politique français qui a eu pour conséquence que 2 à 3 millions de paysans ont quitté la terre, que les exploitations ont été densifiées, et qu'une politique de bas salaires a été mise en œuvre complétée par l'immigration.

C'est cette révolution terrienne qui a fait se replier la France, longtemps première puissance maritime, sur son territoire et qui a servi ensuite de modèle en 1962 à l'Europe.

L'émergence de ce modèle dans les années 60 et sa diffusion à l'Europe se fonde sur une revendication de modernité dans le quotidien portée par le mouvement catholique paysan et surtout par les femmes – décohabitation, propreté des fermes –.

Ce désir du dedans qui apparaît en même temps que le désir de l'extérieur est ce qui manque aujourd'hui aux classes paysannes : la paysannerie n'est pas actuellement en capacité de construire un nouveau pacte politique car c'est un monde qui se sent rejeté et désapproprié. La lecture écologie a créé une distance entre le paysan et son champ ; l'écologiste dit au paysan : entre toi et ton champ il y a une lecture du vivant à faire, des systèmes biologiques que tu ne connais pas, il faut que tu fasses attention à ce que tu fais...Le paysan a ainsi le sentiment d'être écarté de sa propre identité même s'il commence aujourd'hui à accepter cette situation nouvelle.

5ème idée : comment et quand s'est-on mis à désirer la campagne en ville ?

Il s'agit de l'inversion d'un mouvement construit au 19ème siècle qui valorisait la ville

opposant l'ouvrier à casquette au paysan à béret et créait, notamment chez les jeunes femmes, une aspiration à la ville et à ses modes de vie. Lors de la seconde guerre mondiale la Résistance et les chantiers de jeunesse ont fait découvrir et valoriser certains territoires ; a succédé ensuite un investissement sur le rural, en témoignent les réflexions du colloque de Lurs en 1966 préalable à la création des parcs naturels, et enfin quelques milliers de chevelus sont partis vers la campagne – et certains y sont restés – après 1968. On trouve deux idées-clefs dans ce désir de campagne :

- la campagne est belle ; les enquêtes d'opinion l'expriment dans les années 70 et montrent une désaffection parallèle de la ville ;
- la campagne est liberté, la ville contrainte ; liberté privée et non politique où la société individualisée trouve son territoire en dehors de la ville.

Ces deux idées vont entraîner un engouement pour certaines régions – Lubéron, Cévennes – mais vont aussi contribuer à l'étalement urbain et à la mobilité - 4 millions de français ont changé de région en dix ans, 50.000 quittent chaque année l'Île de France - tandis que la mise en valeur touristique attire sur les territoires privilégiés la matière grise. Désir de campagne, désir de soleil et de Sud : même le Pas de Calais a réussi sa campagne de persuasion touristique en affirmant : « Nous sommes le Sud des Flandres » !

6ème idée : l'imaginaire de la nature est très lié aux cultures religieuses.

Le protestantisme a innové en sacralisant la nature dans la modernité ; l'arbre, la source, comme témoignage de l'œuvre divine n'appartiennent pas au monde catholique ; les partis écologistes s'inscriront plus tard dans cette sensibilité.

Face à Rousseau, passeur de ce protestantisme romantique le catholicisme représente la mise à distance de la nature, notamment avec la figure de la femme-sorcière, et affirme que la société se construit contre la nature par les créations culturelles de l'homme. Cette opposition était encore au cœur du débat sur la création des parcs naturels au colloque de Lurs :

créer des parcs pour protéger les monuments de la culture ou pour sacraliser la nature ?

Pour repenser les politiques agricoles il faut que le récit des ces enjeux culture versus nature puisse être proposé. En ville le développement de la pensée écologique réunit réaction au sabotage tragique de la nature, désir de campagne et imaginaire d'une nature qui nous vient des pays protestants. Cette sacralisation de la nature, du rapport au sacré ne constituent pas une vision unanimement partagée mais revêt pourtant une importance essentielle dans la construction de la vision du développement durable.

7ème idée : Le développement durable élargit les enjeux écologiques en remettant au centre l'homme et son identité.

L'avancée vers le développement durable se fait par bricolage avec les enjeux écologiques, les enjeux pour l'homme et les enjeux de l'identité culturelle pour arriver à cette idée de Michel Serres : « la terre propre collective ». Mais les différents mondes qui portent ces enjeux ne partagent pas la même histoire. Le monde agricole – nous l'avons déjà dit – a ainsi l'impression qu'on pénètre dans son univers alors même que le pacte entre l'homme et la terre est en train de changer, y compris dans le quotidien, dans le soin du corps, la santé, la relation avec les aliments. Relier ces différents monde c'est remettre au centre le faire-pousser qui est une partie de la solution face à la fin de l'énergie issue du fossile et cela implique de remettre aussi la forêt dans l'agriculture.

Le faire-pousser permettra de fédérer le monde de l'agriculture professionnelle représentée notamment par la FNSEA – qui n'est pas celle que vous voyez sur les 600 marchés d'Ile de France – et les autres types de production. Il permettra de fédérer le monde du masculin-producteur et celui du féminin-nourricier, d'aménager le télescopage entre l'imaginaire urbain et l'imaginaire rural. Il y a là quelques idées à en tirer.

8ème idée : il n'y a plus de monde rural mais un monde des fermes.

La souveraineté politique attribuée aux campagnes pour remplacer la souveraineté monarchique est terminée et il ne reste plus en France que 500.000 fermes dont 300 à 350.000 utiles à la production ; les autres qui sont nécessaire pour « tenir le territoire », prolonger la poly-activité, notamment des retraités, mériteraient selon moi d'être développées.

Penser monde des fermes permet de déplacer la différence opposant rural et urbain. Il y a le monde des fermes avec ses spécificités, son système de formation, ses territoires en crise, le village en grave crise politique. Mais exode achevé, le monde des campagnes est un monde urbanisé au sens culturel, 70 % des agriculteurs sont à moins d'une heure d'un centre ville, c'est un monde en crise face à l'hétérogénéité sociale faite de pauvres écartés des villes, de périurbains, de ruraux ayant perdus leur légitimité, de cadres très mobiles, de retraités-cadres.

Le vote d'extrême droite qui est un indicateur de crise en témoigne qui a fait le parcours : quartiers bourgeois / HLM/ périurbain. Crise où la mobilité joue son rôle : 61% des habitants ne travaillent pas dans la commune où ils dorment et votent là où ils ne veulent ni bruit, ni

immigration, ni insécurité alors qu'ils veulent du développement économique là où ils ne votent pas...

L'idée du monde des fermes permet de faire un pas pour montrer que ce qui est entrain de se passer c'est la construction d'un « monde vert » qui n'est plus lié à un territoire mais exprime le vivant, le pot de fleurs, le développement massif des jardins et des animaux domestiques.

9ème idée :Le monde vert c'est aussi la transversalité.

Je dis aux agriculteurs : « Investissez dans l'université, devenez les leaders du monde vert car vous êtes riches ! ». La transversalité est le lien ville-campagne et la fin des approches traditionnelles supplantées par les questions liées à la santé, à la longévité, à la qualité de l'alimentation qui se privatisent aujourd'hui.

Désormais on ne peut plus séparer la main qui produit de celle qui nourrit.

Un métier apparait : le col vert comme il y a eu les cols bleus et blancs travaille sur le vivant et le vert : ce sont les pépiniéristes, les vétérinaires urbains, les producteurs de grande culture, les petits producteurs de proximité, et tous ceux qui gèrent du vivant. Un métier et un monde transversaux qui entrent en ville...

10ème idée : la question foncière est à repenser.

On a besoin de réfléchir à la porosité des territoires, au foncier et à sa production alors qu'il n'y a plus vraiment de politique foncière et que le transfert de la propriété familiale s'amplifie, à la déconnection du foncier et du produire.

L'entrée du monde vert en ville se fait aussi dans la sphère de l'aliment – aller l'acheter, se parler, échanger, nouer des liens concrets – par une densification de la proximité - formes nouvelles d'approvisionnement, « le panier » - facilitée par la croissance du temps libre - 88% contre 12% pour le travail -. L'importance du « faire autre chose » montre qu'il faut investir la conquête du temps, son allongement, la question du développement durable et de l'intergénérationnel.

Quand s'interrogera-t-on véritablement dans le concret sur le rapport entre nature/ vent / soleil/ faire pousser et ville ? Quand s'interrogera-t-on sur la possibilité de nouvelles normes pour le logement social incluant de l'espace extérieur accueillant notre nouvelle façon de vivre ensemble et nos nouvelles attentes ? Pour m'amuser je dis souvent : si les gens veulent des maisons avec jardin c'est parce qu'ils ont acquis dans les campings de

nouveaux modes de sociabilité et qu'ils veulent continuer à gérer toute l'année du lien souple avec un espace extérieur.

Pour en terminer, je voudrais boucler mon propos en soulignant combien le développement durable et l'agriculture apparaissent aujourd'hui comme un horizon pour nos sociétés.

Petit à petit l'idéologie du progrès qui avait porté nos sociétés depuis la Renaissance jusqu'à l'effondrement du communisme se voit remplacé par celle du développement durable : comment être acteur de cette nouvelle idéologie ? Elle crée des camps, des conflits et des valeurs, et des contradictions qui constituent désormais le socle de notre appartenance à un groupe humain.

Se pose maintenant la question de l'espace où doit se développer ce débat.

Ariella Masboungi

Comment toutes ces réflexions s'appliquent sur le territoire de l'agglomération marseillaise dont tu es le vice-président ?

Jean Viard

Vaste question... je répondrai par trois exemples :

- un enjeu à Marseille est constitué par le marché des fleurs coupées qui sont importées à 75 %. La ville dispose d'installations frigorifiques portuaires importantes, de friches urbaines et d'une main d'œuvre émigrée d'origine rurale disposant d'un savoir faire agricole. Ce sont là des ressources qu'il est encore difficile de faire reconnaître à la Mairie en terme d'emploi et de richesse économique ;

- autre enjeu : la création d'un parc naturel et marin dans les calanques car la ville est dans la nature avec ses 32 kilomètres de rivage et un paysage reposant sur la trilogie « culture blanche, mer bleue, zone verte de l'agriculture » qui avait conduit, mais sans effet concret, à penser autrefois l'urbanisation au dessus de cette zone ;

- autre sujet : la relation avec l'eau. Comment se baignent les enfants marseillais ?

Longtemps il n'y a pas eu de plages dans les quartiers populaires, aujourd'hui il faudrait créer des piscines dans le port – Lyon l'a fait - ;

- à ces trois sujets on peut ajouter les questions de la pollution et de la station d'incinération qui n'ont pas encore trouvé de solutions.

Toutes ces réflexions se croisent autour de la question centrale : comment ré-enraciner la ville et son territoire dans sa forme de nature propre avec une idée concrète : utiliser les

délaissés urbains – notamment ceux réservés à l'autoroute L2 bloqués depuis des décennies - pour développer l'agriculture de proximité dans l'attente de leur nouvelle affectation des terrains.

François Delarue

Mes interrogations à l'issue de ce riche exposé sont nombreuses.

1. Comment refonder un pacte avec le monde agricole ? Avec Pisani la PAC a été une politique d'inspiration française mais aujourd'hui que le poids de la France n'est plus le même quel peut être le moteur ? Peut-on penser une nouvelle relation au monde agricole sans passer par l'échelon européen ?

2. On adresse au monde agricole deux demandes contradictoires : produire, et produire pour alimenter encore plus d'humains sous la menace du réchauffement climatique et de l'épuisement des énergies fossiles, ce qui plaide en faveur de l'intensification de l'emploi des OGM et la recherche de rendements croissants, mais en criant halte aux pesticides, aux engrais et à la pollution...

Vous répondez dans votre dernier ouvrage qu'on y arrivera par la technologie...Ca reste cependant pour moi un sacré défi, et un défi encore plus important aux frontières de la ville où la protestation écologique est la plus intense...

3. La relation entre l'agriculture et la ville passe par la question foncière donc par la planification : qu'est ce qu'on peut construire et où ?

4. La question de la propriété aussi bien ici qu'en Afrique avec le rachat des terres par les Chinois se caractérise par une dissociation entre propriété et ancrage local, par la dissociation des intérêts et par la montée des prix des terrains agricoles...

5. La modernisation de l'agriculture a été financée par la PAC mais aussi par l'urbanisation : si cette source financière se tarit – ce qu'on peut souhaiter – par quoi la remplacer ?

6. Le faire-pousser : je vois bien la substitution de l'action individuelle sur le vert à l'action des urbanistes en faveur des parcs et jardins urbains d'autant que j'enregistre une vraie demande sur la création de jardins ouvriers mais l'entrée de la nature en ville pose la classique question de la frontière urbaine qui avance avec ses pollutions. Se pose aussi la question des grandes enclaves agricoles comme celle des 1.800 hectares du Plateau de Saclay pour lequel Bernard Reichen propose un Plan Vert pour éviter la conception d'un résidu qu'on aurait préservé. Mais comment se gèrera écologiquement cette enclave ? Agriculture intensive ou agriculture de proximité ?

7. Les expériences, aidées par les collectivités locales, d'agriculture périurbaine basée sur des circuits courts de distribution préfigurent un véritable avenir mais atteindront-elles l'équilibre économique pour se pérenniser ?

Jean Viard.

Bien entendu je n'ai pas de réponses à toutes ces questions mais je peux avancer quelques idées.

1ère idée : il n'y a pas de retour en arrière en agriculture.

2ème idée : la relation du monde agricole avec la pensée écologique dans le cadre de l'Europe est bloquée dans notre pays par le politique et le tourisme. Avec 70 millions de touristes – 1^{er} pays au monde – on a l'imposition d'un regard paysager et spectaculaire sur notre territoire par une activité très productive – autant d'emplois que l'économie financière en Angleterre -. Par ailleurs si on se détache de la pensée dominante d'une agriculture agricole intensive on pourra plus facilement progresser vers les autres – Allemagne et Europe du Nord - et on pourra penser l'indépendance alimentaire de l'Europe. La relation entre la protestation écologique et le « masculin-producteur » doit donc être débloqué mais la France ne porte pas ce débat, rôle qui lui revient au sein de la PAC. Si notre pays abandonne ce rôle et que l'ancienne PAC se défait il vaut mieux dans ce cas laisser le marché réguler l'agriculture.

Je vais donc dire qu'il vaudrait mieux alors mettre les 40-50 milliards de la PAC pour s'occuper des 6 millions d'habitants des périphéries et des banlieues que des 600.000 agriculteurs...mais c'est une provocation.

3ème idée : il faut que l'agriculteur comprenne qu'il peut vendre une production et un savoir-faire; question qui a son importance pour une activité agricole hors du territoire national puisque l'investissement dans l'agriculture dans les 50 années à venir pour permettre à la planète de se nourrir devra être monumental. Si on ne fait pas cet investissement en termes capitalistiques, de structures, de techniques, de savoir on va vers un échec tout aussi monumental notamment en Afrique dont le problème est plus l'investissement en formation et en techniques d'arrosage que le problème climatique.

4ème idée : penser la question de l'agriculture écologique intensive ne passe pas par la question de l'utilisation ou pas des OGM. L'agriculture tend à devenir une activité hors-sol, les techniques vont changer en s'appuyant sur la connaissance des structures du vivant et on ira vers une agriculture sans labour.

5ème idée : si nourrir 9 milliards d'humains demande un investissement gigantesque il n'existe actuellement pas de fonds mondial pour l'alimentation ; un Conseil Mondial de l'Alimentation devrait être créé avec ses fonds, ses banques et une stratégie au-delà de l'Europe.

6ème idée : l'étalement urbain et le foncier. Un nouveau mode relationnel a construit son territoire et je regarde en sociologue et toujours avec sympathie la maison avec jardin du point de vue de l'usage. Mais comment densifier l'étalement urbain ? Pourquoi ne pas passer de 1000 à 300 m² ? Et quelles nouvelles normes pour le logement urbain ? Pourquoi ne pas passer à un tiers de la surface en extérieur ? Pourquoi ne pas se demander si le foncier n'est pas un bien public ? Pourquoi laisser se développer les résidences secondaires en ville – 11% des logements - : je suis de plus en plus contre.

Il faut aussi se demander si la modernisation de l'agriculture assurée par la cession d'une partie du patrimoine foncier n'est pas un processus qui est en train de se reproduire avec l'habitat ouvrier ou populaire en périurbain pour assurer aux propriétaires une retraite plus confortable à la campagne ? Nous ne disposons que peu d'informations sur ce processus qui ne résume pas bien entendu la question de la difficulté de transmission familiale du foncier et de son financement.

Il faut désormais parler beaucoup plus de ces questions.

Alain Rouillard – consultant, ancien aménageur

S'il n'y a pas de retour en arrière possible faut-il pour autant accepter la fuite en avant actuelle ? 70% des agriculteurs sont à moins d'une heure des villes et l'étalement urbain consomme chaque année 60.000 hectares de terres agricoles – soit un département tous les dix ans ! – et comme les agriculteurs capitalisent la rente foncière pour leur retraite le phénomène s'auto-alimente par le poids démographique des partants. Le problème des successions est très grave puisque la transmission directe par filiation se fait de moins en moins pour assurer le maintien des exploitations actuelles. Certaines communes font un effort considérable pour limiter ce phénomène, mais ce n'est pas partout le cas.

Alors n'avons-nous pas à nous saisir de la question en la déclarant d'extrême urgence pour prévenir l'effondrement dramatique du foncier ?

Jean Viard

Pour être moins pessimiste que vous voici quelques chiffres.

- Si les paysans font 12.000 enfants et qu'il y a le même chiffre d'installations dans la même année ces chiffres ne coïncident pourtant pas...mais dans les écoles d'agriculture on trouve un tiers d'élèves d'origine urbaine pour deux tiers d'origine paysanne.

On va vers une culture agricole non héritée où la relation entre la terre et le métier change et on va aussi vers une terre exploitée par des structures collectives – Gaec – où les associés viennent de la ville comme de la campagne. Pourquoi ce métissage culturel – avec changement de regard sur la terre – serait-il catastrophique ?

- Notre politique agricole nationale est bien trop compliquée pour un pays de diversité comme le notre. La régulation pour les différents types d'agriculture et les effets attendus du réchauffement climatique devrait être conduite par deux pôles : la région et l'Europe.

- La valeur des sols ne doit pas être simplement envisagée au plan financier mais dans une prévision climatique : les terres qui nous nourriront quand il y aura 2 degrés de plus constituent un enjeu beaucoup plus important.

- Mais la valeur des sols renvoie aussi à l'attachement qu'on y porte : la pensée du durable porte aujourd'hui à mieux accepter qu'il faille protéger les terres agricoles sans les construire et les outils administratifs ou d'aménagement doivent tenir compte de cette pensée. Mais comment dès lors ne pas être injuste en ne lésant pas les agriculteurs qui veulent céder leur bien immobilier. Une politique innovante a été menée par certaines communes notamment Lourmarin où le droit à construire a été séparé du sol agricole.

Mais pour conclure il faut bien admettre que la réflexion sur la question foncière est actuellement gelée...

Ariella Masbounji

Quel éclairage peut apporter l'expérience du Triangle Vert aux réflexions de Jean Viard ?

Thierry Lavergne – Président du Triangle Vert

La question de la ville et celle de la campagne ne sont plus étrangère l'une à l'autre ; on peut d'ailleurs se demander s'il n'en a pas toujours été ainsi. C'est cette idée qui a animé notre expérience du Triangle Vert : cinq communes se sont rassemblées il y a cinq ans, après une réflexion de plus de dix ans pour faire projet ensemble à partir d'un refus de la compétition ville-campagne. Nous sommes partis de l'idée que pour amener l'agriculture en ville il faudrait dédommager les propriétaires au titre du handicap urbain, puis nous avons inversé

notre réponse en pensant que la proximité des ressources agricoles serait un atout. La question agricole n'est plus périurbaine mais posée au cœur de la ville sur un autre mode et à une autre échelle ; l'agriculture est pour nous l'élément déterminant du projet urbain.

Ariella Masboungi

Récemment je viens de lire cinq pages sur le maintien de l'agriculture comme atout du développement urbain et de la densification de l'habitat dans le schéma directeur de Genève, ce qui témoigne que ces idées passent désormais dans les faits.

Thierry Lavergne

La nécessité de vendre du foncier pour renouveler le parc de machines agricoles analysée par François Delarue est une des grandes difficultés que rencontre notre projet ; cette obligation de vendre du foncier fait que les agriculteurs ne peuvent pas adhérer à notre projet. Aussi la solidarité vis-à-vis du monde agricole doit être inventée comme condition même du projet urbain ; en France, contrairement à le Hollande, tant qu'on ne sera pas dans l'urgence, dans un sentiment de souffrance ou de risque on ne se donnera pas les moyens de la solidarité nécessaire entre les hommes et les territoires.

Jean Viard

- La complexité de la question foncière vient de ce qu'elle nécessite des investissements considérables à une époque où il n'y a plus d'argent disponible et pendant encore longtemps :

jusqu'à maintenant on a publicisé l'espace rural comme spectacle dont nous sommes les consommateurs sans nous poser les effets de cette publicisation notamment à travers les POS.

- La relation agriculture/ urbanité et la relation village/ ville sont bien différentes ; pour les penser j'utilise un livre ancien « Eloge du village roumain » d'un auteur peu connu Lucian Blaga qui y montre que ce qui différencie village et ville c'est que le village n'a jamais cherché à s'agrandir, qu'il constitue une structure constante alors que la ville est relativité, agrandissement, concurrence avec une autre ville.

Aujourd'hui il se passe le contraire : le village croit – l'étalement urbain – et la ville se stabilise en imitant le village. A Paris, et ailleurs, on crée des petits villages, les uns à côté

des autres, au nom d'une démocratie qui a perdu son objet et on transforme chaque bout de ville en dispositif de protection qui refuse l'activité.

C'est une inversion complète avec des villes en plein bricolage de protection et des villages en plein bouleversement. Il est absolument nécessaire d'être sensibilisé aux questions que pose cette inversion à l'activité agricole.

Serge Bonnefoy

On est face à deux questions qui selon moi sont différentes : agriculture et écologie-alimentation d'une part et agriculture et ville d'autre part :

- fonder un pacte agricole entre agriculteurs et société est-ce possible en restant dans un débat entre agriculteurs et écologistes sans y inclure les politiques et le monde urbain ? Ne risque-t-on pas d'y susciter un tête à tête sur la technicité du faire pousser qui exclurait les dimensions territoriales et urbaines ?

- la ville demande tellement au monde agricole qu'il n'est plus en capacité de répondre aux questions qui lui sont posées et que les solutions – si on arrive jamais à les trouver - passeront par une gouvernance entre acteurs publics et privés avec une intercommunalité qui y jouera le rôle essentiel.

Jean Viard

Tout à fait d'accord ; j'ai dit que la question des politiques régionales constituait un enjeu essentiel. Pourquoi ? Parce que le politique était nécessaire pour donner le sens, pour construire le récit et permettre aux solidarités de se concrétiser autour de ce récit.

Comme lors des deux pactes - de 1870 et de 1962 - dont j'ai parlé : un pacte est porté par les politiques en dialogue avec les groupes sociaux qui affirment leurs aspirations. Le Grenelle de l'Environnement est une avancée intéressante parce qu'il a permis l'échange entre ceux qui ne se parlaient pas notamment sur l'évolution du monde agricole.

Mais malgré cet échange l'Etat n'a toujours pas accepté de partager ses pouvoirs comme en témoigne l'absence de concertation entre le Premier Ministre et les Présidents de Région sur le Plan de Relance de 26 milliards sachant que les collectivités territoriales représentent dans notre pays 73% des investissements... Depuis 1789 on a cassé les corps intermédiaires et comme on ne les a pas réinventés depuis le face à face entre l'Etat et le citoyen se poursuit...

J'insiste donc : on attend que les politiques jouent leur rôle pour faire bouger les situations.

Christophe Bayle

Faisons un peu de fiction : vous êtes élu d'un département rural proche de l'Île de France et vous avez à passer commande pour répondre à toutes les angoisses que vous nous avez exposées à des étudiants en urbanisme ; comment leur poseriez-vous la question ?

Jean Viard

C'est une bonne question même si je ne suis pas d'accord avec vous sur les angoisses. J'essaye de mettre en récit un mouvement parce que je pense que la société est autant angoissée par l'absence de récit que par la réalité qu'elle éprouve...

Pour vous répondre sur le rôle des étudiants je vous donne cette anecdote de l'époque où j'étais jeune chercheur. Avec le sociologue Michel Marié nous nous sommes dits que nous allions prendre quatre communes pour y chercher – c'est un objet difficile – en 1860 la plus jolie fille...

Nous avons fait l'analyse de tous les cadastres et de tous les mariages pour trouver les mariages irrationnels puisque notre hypothèse était que si la fille était particulièrement jolie elle ne rentrerait pas dans les grilles ; au bout de deux ans de recherche on a trouvé trois cas qui étaient des pépites pour notre théorie mais nous n'avons pu donner la preuve avec la photo... C'était un outil analyseur de société passionnant.

Cet exemple pour dire qu'il faut envoyer les étudiants faire du terrain, labourer le terrain, faire des monographies, revenir au sol des sociétés comme je le fais à Sciences Po avec mes étudiants. Il faut commencer par des choses extrêmement concrètes car nos étudiants sont confrontés au monde de la transparence porté par une vision médiatisée alors que nos sociétés sont profondément épaisses et que ces jeunes oublient cette épaisseur.

Faites leur faire des monographies, faites leur comprendre comment on a construit les terres, comment on a échangé, comment il y a un décalage entre les terres tenues et les terres possédées et chercher ce qu'on a fait les trois millions de veuves après 1918 et ce que ça entraîné comme restructuration des exploitations ?

Faisons entrer les étudiants dans cette épaisseur – c'est un grand pas – avant de leur faire débattre de questions plus abstraites.

Ariella Masboungi

Nous avons eu droit à une magnifique conférence et à un excellent débateur : le sujet reste ouvert et il faut continuer à y travailler. Merci à tous et rendez-vous à notre prochain 5 à 7.

Texte établi par Jacques Marillaud